

Il aurait pu ajouter que le retrait de nos forces canadiennes en Europe ne sert ni les intérêts canadiens ni les intérêts européens.

C'est à mon avis de la folie de la part du Canada de se retirer de l'Europe en ce moment difficile. Notre ambassadeur a bien sûr fait remarquer que le Canada n'abandonnait pas l'Europe, que la sécurité européenne continuait de nous tenir à coeur et que nous poursuivions nos diverses contributions aux structures des forces de l'OTAN en Europe en conservant, par exemple, des postes d'état-major au siège de l'OTAN et en maintenant une participation importante à la force aéroportée de détection avancée de l'OTAN. En outre, nous avons montré que nous sommes disposés à exposer des Canadiens et des Canadiennes au danger, en vue d'accroître la sécurité en Europe, par notre participation au maintien de la paix dans l'ancienne Yougoslavie.

• (1230)

À mon avis, cela ne suffit pas. Certains disent que les arguments en faveur du maintien d'une présence militaire canadienne en Europe sont simplement fondés sur la nostalgie. J'estime qu'il y a actuellement des raisons impérieuses de maintenir une telle présence et de faire en sorte qu'un drapeau canadien soit planté quelque part en Europe, ailleurs que dans un cimetière. Tout d'abord, contrairement à ce que le sous-comité a laissé entendre dans son rapport, des soldats canadiens, même peu nombreux, qui assurent une présence avancée en Europe peuvent encore jouer un rôle militaire positif et constructif, notamment en participant aux opérations de maintien de la paix.

La majorité des soldats canadiens qui participent à des missions de maintien de la paix sont actuellement déployés en Europe et au Moyen-Orient, régions qui, de tout temps, ont eu le plus besoin de la présence de soldats chargés du maintien de la paix et qui ne sont pas en train de devenir beaucoup plus stables dans le nouvel ordre mondial. Les installations auxiliaires et les soldats canadiens en Europe seraient certainement mieux placés qu'au Canada pour répondre aux besoins futurs de ces régions, comme en témoigne la rapidité et la facilité avec lesquelles les forces canadiennes en Allemagne ont été redéployées dans le Golfe, pour y assurer le maintien de la paix, et dans l'ancienne Yougoslavie, pour y apporter une aide humanitaire. Je me réjouis que le comité sénatorial ait reconnu la valeur de cet argument, en recommandant que le gouvernement canadien envisage de fournir un lieu d'étape en Europe — de préférence en Allemagne — ce qui faciliterait le mouvement des troupes vers «les régions de conflit en Europe de l'Est et au Moyen-Orient».

La présence militaire canadienne en Europe a toujours été plus politique que militaire, et il continuerait d'en être ainsi. En maintenant une présence canadienne, nous nous montrerions solidaires de nos alliés américains qui continuent de poster un nombre relativement important de soldats en Europe, nous rassurerions nos alliés européens et nos anciens

ennemis; et nous ferions en sorte que le Canada continue de jouir d'une bonne réputation en Europe, ce qui présentera des avantages sur les plans économique, politique et militaire.

En Europe de l'Est, le maintien d'une présence militaire canadienne est souhaitée peut-être encore plus que dans l'Ouest. Les Européens de l'Est voient dans l'OTAN le garant de leur sécurité, surtout parce que, à elle seule, elle assure l'engagement de l'Amérique du Nord. Lorsqu'ils discutent de la paix et de la sécurité en Europe de «Vancouver à Vladivostok», ils ne parlent pas, honorables sénateurs, de Vancouver, dans l'État de Washington, mais bien de Vancouver, au Canada. L'Europe et l'Amérique du Nord sont les seules à pouvoir, ensemble, assurer cette sécurité, les soldats canadiens contribuant dans une large mesure à renforcer ce lien, de l'avis des Européens de l'Est. Renforcer ce lien à long terme, c'est justement l'objectif ultime du groupe de travail sur l'Europe et l'Amérique.

De toute évidence, le maintien de la paix suscite actuellement beaucoup d'enthousiasme au sein de l'OTAN. C'est en outre un secteur où le Canada a beaucoup à offrir, comme en témoigne le rapport du comité sénatorial, ce qui, espérons-le, permettra à notre pays d'améliorer sa réputation au sein de l'OTAN. Quoi qu'il en soit, — et je terminerai là-dessus — je crains que, notamment dans le contexte de l'OTAN, cela ne nous écarte des objectifs fondamentaux de l'Alliance de l'Atlantique Nord.

Dans son rapport, le comité cite le professeur Jack Granatstein, qui a dit ceci:

Pour un trop grand nombre de Canadiens, les activités de maintien de la paix se substituent à la réflexion et à une attitude responsable.

Je crains que la même chose ne se produise au sein de l'OTAN.

Je veux faire comprendre à mes collègues du groupe de travail, lors de notre dernière réunion qui aura lieu à Washington, le mois prochain, l'importance d'expliquer clairement et sans ambiguïté les raisons pour lesquelles une communauté euro-atlantique existe ainsi que le rôle primordial de l'OTAN dans son soutien. De nouvelles missions, de nouveaux objectifs comme le maintien de la paix sont nécessaires et valables, mais nous ne devons pas les laisser éclipser les intérêts fondamentaux et durables de la solidarité transatlantique.

Honorables sénateurs, le rapport du sous-comité, dont nous sommes saisis, et les efforts déployés par le Groupe de travail sur l'Amérique et l'Europe nous donnent l'occasion de nous pencher sur l'importance, la complexité et les conséquences d'un monde en évolution et d'en arriver à un consensus sur le rôle plus actif que le Canada devrait jouer dans le monde d'aujourd'hui.